

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 4 JUIN 2003

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE SOCIAL 2002

SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR	4
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5 - 21
CHAP I : LA VISION D'UNILEVER-CÔTE D'IVOIRE	6
CHAP II : LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002	7 - 14
- Evolution des ventes : ventes totales, locales, et export	7 - 10
- Approvisionnement en huile de palme brute	11
- Investissements et travaux de recherche	12
- Activités des sociétés filiales	13
- Personnel et formation	14
CHAP III : PRÉSENTATION DES COMPTES	15 - 18
CHAP IV : PROPOSITION D'AFFECTATION DES RÉSULTATS	19
CHAP V : EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION UNILEVER - CÔTE D'IVOIRE	20
CHAP VI : NOMINATION DES ADMINISTRATEURS	21
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	22 - 29
- Rapport général	22 - 24
- Rapport spécial	25 - 29
TEXTES DES RESOLUTIONS	30
ETATS FINANCIERS SYSCOA	31 - 45

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil d'Administration

Président

Monsieur Richard BOSMAN

Administrateurs

Monsieur Joseph AKA-ANGHUI

Monsieur Gustave BROU

Monsieur Georges Kouassi BROU

Monsieur Casimir AKE

La Société UNILEVER OVERSEAS
HOLDINGS LIMITED représentée par
Monsieur Richard BOSMAN

Commissaires aux Comptes Titulaires

Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS
Cabinet ERNST & YOUNG

Commissaires aux Comptes Suppléants

Madame Caroline Orio

Monsieur Edouard Messou

ORDRE DU JOUR

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2002 et des rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme du Traité OHADA sur les sociétés commerciales ;
- Approbation desdits comptes et conventions ;
- Affectation et répartition des résultats ;
- Nomination des Administrateurs;
- Fixation de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs.



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil vous a réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002 et la proposition d'affectation des résultats.

Les questions inscrites à l'ordre du jour seront développées dans les chapitres suivants :

- **Chapitre I** : La nouvelle vision d'Unilever

- **Chapitre II** : Activités de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ;

- **Chapitre III** : Présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2002 ;

- **Chapitre IV** : Proposition d'affectation des résultats ;

- **Chapitre V** : Nomination des Administrateurs.

**TRES-PRES
CLOSE-UP**

Même fraîcheur, même goût
aux 4 coins du monde !

**NOM & TUBE
INTERNATIONAL**

**TRES-PRES
CLOSE-UP**
DENTIFRICE AU FLUOR
DES DENTS PLUS FORTES - UNE HALEINE PLUS FRAÎCHE

DES DENTS PLUS FORTES, UNE HALEINE PLUS FRAÎCHE.

CHAPITRE I

LA NOUVELLE VISION D'UNILEVER COTE D'IVOIRE

La nouvelle vision d'Unilever telle qu'elle vous a été présentée dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 17 juin 2002 et développée au cours de l'exercice 2002, est guidée par le souci d'accroître nos activités de façon significative aussi bien en Côte d'Ivoire que dans les pays de la sous-région ainsi que notre rentabilité. Pour y arriver, les orientations stratégiques suivantes ont été mises en œuvre.

- Répondre chaque jour aux besoins alimentaires et hygiéniques de chaque consommateur partout où il se trouve.

Cet axe stratégique nous a conduit au cours de l'exercice écoulé à redéfinir notre système de distribution afin de pouvoir atteindre chaque consommateur et répondre ainsi à ses besoins.

- Etre présent partout en Afrique francophone à travers une gamme diversifiée et des marques fortes.

Nous avons progressivement accru notre présence

dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest. Cette tendance devrait se poursuivre si l'environnement économique de la sous-région s'améliore.

- Accroître de façon significative nos capacités de production afin de couvrir le potentiel inexploité, notamment dans les pays de la sous-région.

Plusieurs investissements ont été réalisés au cours de l'exercice afin d'accroître notre capacité de production. Le résultat de ces investissements sera observé sur l'exercice 2003.

- Mettre à la disposition des consommateurs des produits de qualité, à des prix compétitifs.

Pour faire face à cet engagement, nous avons amélioré de manière substantielle la qualité de nos produits en utilisant de façon optimale toute la technologie ainsi que les résultats obtenus dans les laboratoires de recherches d'Unilever.

Nous avons par ailleurs développé un plan d'action

visant à rendre notre entreprise plus compétitive par la réduction de ses coûts. C'est ainsi qu'un programme ambitieux a été mis en place, comportant de nombreux projets d'économie dans des domaines tels que la formulation des produits, le prix d'achat des matières premières chimiques et des emballages, les frais de production etc. En outre, un programme de retraites anticipées volontaires a également démarré en début d'année 2002 et il se poursuivra en 2003, avec comme objectif à terme de réduire la masse salariale.

- Mettre en œuvre une politique hardie pour le bien être et la motivation du personnel.

Ce chapitre s'est matérialisé par la mise en œuvre d'un certain nombre de projets sociaux et des programmes de développement individuel des employés.

La mise en œuvre de ces différentes politiques permettra de construire la société Unilever du futur.



CHAPITRE II **LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS**

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

BILAN DES ACTIVITES

EVOLUTION DES VENTES TOTALES

La société Unilever-Côte d'Ivoire a réalisé au cours de l'exercice 2002 un chiffre d'affaires hors taxes de 121,5 milliards de Francs CFA.

Ce chiffre, comparé à celui de l'exercice 2001 qui s'était établi à 114,8 milliards de Francs CFA, fait ressortir une croissance globale de 5,6%.

Ce taux de progression paraît à première vue satisfaisant, mais il est inférieur à l'objectif que nous nous étions fixé et qui était de 8% pour l'année.

Bien entendu, comme la quasi-totalité des entrepri-

ses opérant en Côte d'Ivoire, les événements socio-politiques du mois de septembre 2002 sont la cause de cet écart entre la croissance réelle enregistrée sur l'exercice et notre objectif initial.

De l'analyse de notre performance au cours de l'année, il ressort que notre taux de progression pour les huit premiers mois était bien de 8%, ce qui était conforme à nos objectifs. Par contre, sur la période allant de Septembre à décembre 2002, la croissance n'a été que de 2%.

A ce sujet, il est bon de signaler que l'impact de la

crise s'est fait sentir aussi bien sur nos ventes locales que sur nos exportations, car les pays desservis par voie routière tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont vu leur approvisionnement subitement et totalement interrompus, et cela pendant de longues semaines.

Le tableau ci-dessous reprend les tonnages et chiffres d'affaires réalisés par grandes catégories de produits sur les exercices 2002 et 2001. A titre indicatif, les volumes de ventes qui y figurent sont exprimés en tonnes et les chiffres d'affaires en millions de francs CFA.



	Exercice 2002		Exercice 2001		% d'évolution	
	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.
Produits finis	196.724	114.204	194.568	104.678	1,1 %	9,1 %
Produits industriels	16.123	4.680	20.634	5.917	-21,9 %	-20,9 %
Emballages	-	1.083	-	2.087	-	-48,1 %
S/T Production	212.847	119.967	215.202	112.682	-1,1 %	6,5 %
Produits revendus en l'état	2.370	1.499	3.955	2.142	-40,1 %	-30,0 %
TOTAL GENERAL	215.217	121.467	219.157	114.824	-1,8 %	5,6 %

Concernant les ventes de produits finis qui sont le reflet de notre activité commerciale, le chiffre d'affaires sur l'exercice a enregistré une croissance de 9,1%.

Les volumes ont connu une hausse relativement faible de 1%, qui témoigne de l'environnement économique difficile qui a prévalu pendant l'année et des effets de la crise socio-politique.

Par contre, certains de nos produits à forte valeur ajoutée tels que la poudre à laver Omo et le dentifrice Close-Up ont enregistré une performance très intéressante, ce qui explique en partie que le

taux de progression du chiffre d'affaires soit comparativement plus élevé que les volumes.

La seconde raison à cela, c'est que les prix de vente ont été revus à la hausse, avec une incidence moyenne de 5%, de façon à répercuter l'augmentation du prix de l'huile de palme brute achetée auprès des industries de première transformation de la place.

En ce qui concerne les produits industriels, le chiffre d'affaires a connu une baisse identique à celui de l'année dernière, soit 20% au total. Ce résultat est la conséquence de la crise socio-politique qui affecte la totalité

du tissu industriel, et notamment nos principaux clients dans ce secteur.

Il en est de même pour nos ventes de fûts de 200 litres qui constituent le poste emballages. Nos principaux clients sont les entreprises pétrolières de la place. Celles-ci n'ayant pas été épargnées par la crise, leur production a chuté et cela a occasionné une perte de 48% sur nos ventes en 2002.

Ceci dit, il est bon de noter que ces ventes de produits industriels et d'emballages ne constituent qu'une faible proportion de notre chiffre d'affaires.

VENTES LOCALES

Le tableau détaillé des ventes locales, en tonnages et en chiffre d'affaires se présente comme suit :

	Exercice 2002		Exercice 2001		% d'évolution	
	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.
Produits finis	133.779	75.900	137.841	71.814	-2,9 %	5,7 %
Produits industriels	5.646	2.208	4.915	1.836	14,9 %	-63,8 %
Emballages	-	1.083		1.861	-	-41,8 %
S/T Production	139.425	79.191	142.756	75.511	- 2,3 %	4,9 %
Produits revendus en l'état	2.370	1.499	3.901	2.109	-39,2 %	-28,9 %
TOTAL GENERAL	141.795	80.690	146.657	77.620	-3,3 %	4,0 %

Le chiffre d'affaires total réalisé sur le marché local s'est établi à 80,7 milliards de Francs CFA, en progression de 4% par rapport à l'exercice précédent qui s'était soldé par un chiffre d'affaires de 77,6 milliards de Francs CFA.

En valeur relative, les ventes locales ont représenté 66% des ventes totales, contre 68% en 2001. Cette évolution en baisse reflète une croissance moins élevée en Côte d'Ivoire que dans le reste de la sous-région.

C'est une tendance observée depuis pratiquement deux ans, qui est la conséquence des efforts que nous déployons pour exploiter au mieux le potentiel qu'offrent certains pays de la sous-région ou nos parts de marché sont encore relativement faibles. C'est d'ailleurs là l'un des axes prioritaires que nous nous sommes fixés, comme déjà expliqué au début du présent rapport dans la vision de notre Groupe.

Comme nous l'avons fait au précédent chapitre, il est bon de signaler que le taux de croissance était de 5% à la fin du mois d'Aout 2002, et qu'il est donc tombé à 4% pour la totalité de l'année. Cela signifie que la croissance des ventes n'aura été que de 2% pour la période allant de Septembre à Décembre, et cela en raison des difficultés à approvisionner certaines régions du pays depuis le début des troubles politiques.

VENTES A L'EXPORTATION

Les ventes à l'exportation opérées par notre société sont réalisées en majeure partie en Afrique de l'Ouest Francophone, et dans une moindre mesure en Afrique Centrale.

L'évolution de ces ventes est présentée, par catégorie de produits, dans le tableau ci-après :

	Exercice 2002		Exercice 2001		% d'évolution	
	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.	Volumes	C.A.
Produits finis	62.945	38.304	56.727	32.864	11,0 %	16,6 %
Produits industriels	10.477	2.471	15.719	4.081	-33,3 %	-39,4 %
Emballages	-	-	-	226	-	-
S/T Production	73.422	40.776	72.446	37.171	1,3 %	9,6 %
Produits revendus en l'état			54	33	-	-
TOTAL GENERAL	73.422	40.776	72.500	37.204	1,3%	9,6 %

Sur l'exercice 2002, nous avons vendu à l'exportation un volume total de 73 422 tonnes, représentant un chiffre d'affaire de 40,8 milliards de Francs CFA.

La croissance de ces ventes a été satisfaisante puisqu'elle a pratiquement atteint 10%, contre 4% sur le marché local.

La proportion des ventes à l'exportation par rapport au total général est passée de 32% en 2001 à 34% en 2002.

Pendant l'exercice précédent, nos exportations avaient progressé de 16%, ce qui avait constitué une excellente performance. Sur l'exercice

2002, nous étions à la fin du mois d'Aout sur une tendance pratiquement aussi bonne puisque notre taux de croissance était de 15%, mais à l'instar de ce qui s'est passé sur les ventes locales, ce taux est tombé à 1% sur les quatre derniers mois de l'année.

Comme déjà évoqué, la raison à cela tient au fait que nos expéditions à destination de pays tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont dû être arrêtées en raison de la situation dans le nord de la Côte d'Ivoire depuis le mois de Septembre. Cela a rendu difficile, voire impossible, l'acheminement de nos produits vers ces pays.

Afin de contourner cette difficulté, nous avons essayé d'utiliser l'itinéraire du Ghana, mais cette solution s'est révélée complexe en raison de l'engorgement au poste frontière et couteuse compte-tenu des difficultés à trouver des transporteurs offrant des tarifs intéressants.

Par contre, la performance a été bonne dans l'ensemble sur les pays approvisionnés par voie maritime, comme le Sénégal et le Togo.

APPROVISIONNEMENTS EN HUILE DE PALME BRUTE

Approvisionnement en quantités

Pour l'année 2002 le cours moyen CAF Rotterdam de l'huile de Palme brute a été de 390\$/T contre 286\$/T pour l'année 2001.

Cette évolution plus favorable des cours a permis de faire passer le prix d'achat local de l'huile de Palme brute dès le mois de janvier 2002, à 265 Fcfa/kg contre 226 F/kg en 2001.

Corrélativement le prix d'achat du Régime de Palme a été revalorisé en passant de 20 Fcfa/kg en 2001 à 27,3 Fcfa/kg soit une augmentation de 36,5%

Le raffermissement des cours qui s'est poursuivi a permis à nouveau de faire passer le prix de l'huile de palme brute à 280Fcfa/kg à compter du premier décembre 2002 et celui du régime à 28,5 Fcfa/kg à partir du mois de janvier 2003.

Toutes ces évolutions ont donc confirmé les perspectives d'évolution plus favorables des prix qui avaient été annoncées et qui ont donc commencé à marquer la fin progressive de la crise mondiale des oléagineux. Rappelons que, depuis le mois d'octobre 1999, cette crise a profondément affecté la filière oléagineuse ivoirienne.

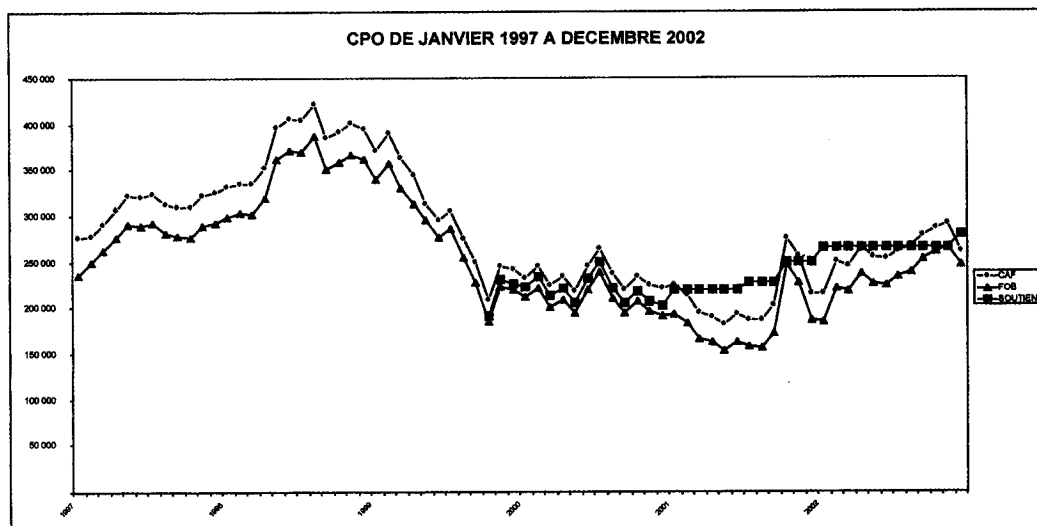
L'appréciation sensible du prix du Régime a été à l'origine de l'amélioration significative de la collecte des Régimes par les planteurs, assurant ainsi un niveau plus élevé d'approvisionnement des huileries de Palme dont la production totale a été de 270.000 T environ.

Du fait de l'amélioration du niveau de la production nationale, nos besoins saisonniers pour compléter notre approvisionnement par l'importation d'huile de Palme brute en

provenance d'Asie du Sud-Est sur le dernier trimestre de l'année ont été réduits à 4.713 T contre 19.019 T l'exercice précédent.

Les cours mondiaux qui ont continué de se maintenir au-dessus d'un prix CAF Rotterdam de 400 USD/T, ne devrait pas, selon les spécialistes décrocher notablement en dessous de ce niveau de prix au cours des six prochains mois.

Concernant les perspectives d'approvisionnement, il convient de noter que le niveau de la production nationale d'huile de Palme brute sera affecté à la baisse dans les prochains mois en raison de l'occupation de deux huileries de Palme de Palmci dans le Sud-Ouest du pays depuis le 1er janvier 2003.



INVESTISSEMENTS ET TRAVAUX DE RECHERCHE

Les investissements réalisés par la société Unilever Côte d'Ivoire au cours de l'exercice se sont élevés à 3.914 millions de francs CFA contre 4.940 millions de F. CFA en 2001 soit une réduction de 20%.

Cette tendance à la baisse reflète le fait que d'importants projets d'augmentation de capacité avaient été réalisés en 2001, notamment dans notre installation de raffinage physique et dans notre atelier de fabrication de savons de ménage. Ceux-ci avaient représenté un investissement global de 1,4 milliards de Francs CFA en 2001.

Concernant les investissements de l'exercice sous revue, ils ont principalement concerné :

- l'acquisition d'une deuxième chaudière (337 millions) ;
- l'acquisition de deux machines de conditionnement de la

poudre à laver OMO (310 millions) ;

- l'achat d'une remplisseuse de bouteilles en polyéthylène (98 millions) ;

- l'installation d'une machine destinée à sécuriser, à perfectionner et à fiabiliser la production de OMO (73 millions).

- L'acquisition d'une machine de conditionnement des pots Blue Band (124 millions).

- La mise en place d'une ligne de saponification de 14 tonnes/heure pour accroître la production de savons (189 millions).

- L'achat de véhicules pour la distribution de nos produits (Projet KD) (144 millions).

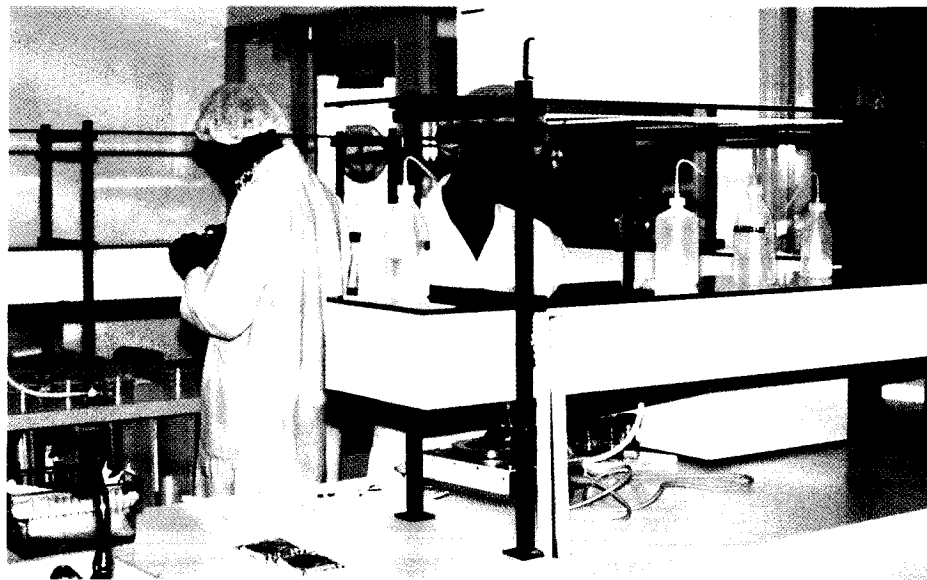
- La sécurisation de nos bâtiments (127 millions).

- La poursuite du renouvellement et la modernisation du matériel informatique devenu obsolète (106 millions).

- La rénovation de la cantine et des vestiaires du personnel, dans le souci d'améliorer les conditions d'hygiène et d'alimentation (169 millions).

La réalisation de ces investissements a été menée en étroite collaboration avec les services d'engineering de notre maison-mère, Unilever, qui a également apporté son appui pour la poursuite des travaux de recherche et de développement, notamment dans les domaines suivants :

- modernisation et optimisation des procédés opératoires
- encadrement du programme de sécurité et d'hygiène sur les postes de travail
- protection de l'environnement
- développements informatiques, avec un accent particulier en matière de sécurisation des données et de modernisation des télécommunications
- maintenance effective des équipements et installations
- assurance qualité des produits finis et services
- formation et développement des ressources humaines.



LES ACTIVITES DES SOCIETES FILIALES

Les commentaires qui suivent concernent les entreprises dans lesquelles Unilever Côte d'Ivoire détient une participation majoritaire, à savoir la filiale agro-alimentaire, PHCI, la société industrielle SPCN au Niger. La Compagnie de distribution de Côte d'Ivoire, CDCI, ainsi qu'il vous sera expliqué plus loin, ne fait plus partie des filiales d'Unilever.

P.H.C.I

Capital social 1.000.000.000 FCFA, participation Unilever Côte d'Ivoire S.A. 82,6%.

Les plantations de P.H.C.I qui sont situées dans la région de Dabou couvrent une superficie totale de 3.516 hectares. Les récoltes de régimes ont représenté sur l'année 2002 un total de 34 375 tonnes, correspondant à une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente.

Dans le but d'assurer le plan de charge de son usine, P.H.C.I s'approvisionne également en régimes auprès de planteurs indépendants installés dans la même zone géographique. Les régimes achetés auprès de ces planteurs ont totalisé 24 395 tonnes. Ce tonnage est en augmentation de 39% par rapport à l'exercice 2001.

La réactivation du contrat de livraisons de régimes des plantations du CNRA s'est accompagnée d'une progression significative des livraisons passant de 7.831 tonnes en 2001 à 10.550 tonnes en 2002. Elle a donc enregistré une augmentation de 24% par rapport à 2001.

En conséquence, le total des régimes usinés a augmenté d'environ 24%, passant de 55.918 tonnes en 2001 à 69.344 tonnes en 2002.

De ce fait, le chiffre d'affaires global de la société PHCI est passé de 3.394 millions de francs CFA en 2001 à 4.697 millions de francs CFA en 2002. Toutefois, le résultat d'exploitation enregistre une perte de 314 millions de francs CFA en 2002, contre une perte de 586 millions de francs CFA en 2001.

Les investissements ont été limités à 56 millions de francs CFA contre 156 millions de francs CFA en 2001, pour tenir compte des difficultés rencontrées par cette filiale.

S.P.C.N.

Capital social 225.000.000 FCFA, participation Unilever Côte d'Ivoire 55%.

La Société des Produits Chimiques du Niger, est implantée à Niamey (République du Niger) et opère dans le secteur de la savonnerie.

En 2002, les volumes vendus en savons de ménage et toilette ont représenté 9.061 tonnes, contre 7.515 tonnes en 2001. Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 4.256 millions de francs CFA pour un résultat net de 397 millions de francs CFA. Ce résultat en hausse s'explique par l'amélioration de notre circuit de distribution, le développement des actions commerciales et promotionnelles.

En ce qui concerne les investissements, un montant total de 68,5 millions de francs CFA a été engagé sur l'exercice pour, d'une part, la poursuite du renouvellement du matériel de production, du matériel informatique, et d'autre part, l'acquisition du matériel relatif à la sécurité, l'hygiène et l'environnement.

C.D.C.I

Capital social 1.000.000.000 FCFA, participation Unilever Côte d'Ivoire 76,84%.

Comme annoncé plus haut, Unilever CI a cédé au mois de décembre 2002, la totalité des actions qu'elle détenait dans le capital de CDCI à un tiers acquéreur.

Ce désengagement de la CDCI a été guidé d'une part par le souci d'Unilever de se recentrer sur son activité principale qui est la production de produits de grande consommation, et d'autre part par la mise en place d'un nouveau système de distribution.

Par ailleurs, la société CDCI avait enregistré des pertes importantes sur les exercices précédents et les perspectives d'amélioration de rentabilité n'étaient pas certaines.

Les actions du Groupe dans cette société ont donc été cédées à un spécialiste du secteur de la distribution, dont les compétences devraient permettre à terme de restaurer un niveau de rentabilité acceptable.

PERSONNEL ET FORMATION

L'effectif total de la société Unilever-Côte d'Ivoire et de ses filiales était de 1 910 personnes au 31 décembre 2002, contre 2.273 personnes en fin d'année 2001. Ces chiffres globaux se décomposent comme suit :

	2002	2001	Ecart
Cadres	134	139	-5
Agents de Maîtrise	399	371	28
Employés et Ouvriers	1.377	1.763	-386
TOTAL	1.910	2.273	-363

L'écart négatif de 363 personnes correspond principalement à l'incidence de la cession de CDCI sur l'effectif global, soit 236 personnes ainsi qu'à la mise en œuvre d'un programme de départ anticipé à la retraite proposé par la Direction Générale aux employés de Unilever CI. Ce programme de départ anticipé reflète notre volonté d'optimiser nos ressources et de les adapter aux exigences de notre vision, dans un contexte économique difficile et fortement concurrentiel.

Par ailleurs, Unilever CI a poursuivi les programmes de formation de haut niveau dispensés à l'étranger dans

les centres d'Unilever et a continué sa politique de gestion rigoureuse des carrières de ces cadres et agents de maîtrise, ce qui leur permet de bénéficier de possibilités d'expatriation à l'étranger, en Europe ou en Afrique. Six cadres nationaux étaient en expatriation à la fin de l'exercice, dont :

- trois au Nigeria
- un en Hollande
- un en Zambie
- un en Algérie

La formation des membres du personnel, agents de maîtrise, employés et ouvriers est également l'un de nos axes prioritaires. Des

programmes sont dispensés en permanence par notre cellule de formation de Vridi ou par le recours à des cabinets extérieurs. En 2002, ce sont environ 886 personnes qui ont suivi des cours traitant de la sécurité sur les postes de travail, la protection de l'environnement, l'assurance qualité, l'hygiène dans les ateliers etc.

Au total, le montant investi en formation dans les différentes sociétés du groupe Unilever Côte d'Ivoire s'est élevé à 114 millions de francs CFA sur l'exercice 2002.

CHAPITRE III

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 131,5 milliards de Francs CFA sur l'exercice, comprenant :

- un chiffre d'affaires de 121,5 milliards de Francs CFA dont l'évolution a déjà été expliquée précédemment,
- des produits divers s'élevant à 3,8 milliards de Francs CFA,
- un certain nombre de reprises de provisions constituées sur les exercices antérieurs pour un total de 6,2 milliards de Francs CFA. Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, ces provisions avaient été anticipées à la fin de l'année 2001 de façon à limiter l'impact des coûts correspondants sur le résultat de l'exercice 2002.

Le résultat net de l'exercice s'est établi à 1,3 milliards de Francs CFA contre 2,4 milliards de Francs CFA en 2001. Celui-ci reflète les difficultés que notre société a connues depuis le mois de septembre, avec un chiffre d'affaires pratiquement stagnant et des volumes en baisse.

Par ailleurs, comme en 2001, les sociétés de première transformation d'huile de palme brute ont eu une année très difficile mar-

quée par des pertes financières importantes, et cela malgré le soutien financier apporté par notre société. C'est notamment le cas de notre filiale PHCI, comme nous l'avons déjà expliqué, mais également de la société Palmci dans laquelle nous détenons une participation de 44%. Cette situation nous a contraint à constituer une provision d'un montant total de 2,5 milliards de francs CFA afin de constater la perte de valeur de nos investissements dans ce secteur d'activité. Cette provision explique en grande partie le résultat relativement faible que nous avons enregistré sur l'exercice.

Enfin, le poste frais de personnel a connu une hausse sensible sur l'exercice. Cela n'est nullement dû à une augmentation de la masse salariale, mais plutôt au coût du programme de départ à la retraite que nous avons lancé en début d'année. Le montant annuel comprend non seulement les frais engagés en 2002, mais également une provision pour les frais prévus sur l'exercice 2003. Les économies correspondantes sur la masse salariale se feront sentir à partir de 2003, et surtout en 2004.

Les autres évolutions notables sur le compte d'exploitation comprennent :

- une réduction sensible du poste autres achats, qui reflète des économies substantielles réalisées sur les dépenses d'énergie, avec le remplacement du fuel par le gaz naturel, et sur les consommations de pièces détachées.
- l'augmentation des frais de transport, essentiellement liée au surcoût des exportations par le Ghana.
- des dépenses publicitaires et promotionnelles plus importantes qu'en 2001, pour soutenir la performance de nos marques en terme de vente, et qui ont affecté le poste Services Extérieurs.
- l'accroissement des impôts et taxes, résultant d'un contrôle fiscal subi pendant l'exercice.

Un certain nombre de provisions ont été constituées sur l'exercice, qui ont affecté les charges d'exploitation et le résultat Hors Exploitation, mais celles-ci avaient déjà été anticipées en 2001 et leur incidence sur le profit net de l'exercice a été nulle, à l'exception de la provision pour dépréciation des titres Palmci et PHCI.

BILAN

Le total du bilan s'est élevé à 87,313 milliards de francs CFA à la clôture de l'exercice 2002, contre 86,981 milliards de Francs CFA au 31 décembre 2001.

Les aspects marquants ainsi que les principales variations des postes de ce bilan sont résumés ci-après.

Au niveau de l'actif :

Les immobilisations corporelles qui représentent la valeur de nos équipements et matériels se sont accrues de 1,3 milliard de Francs CFA sur l'exercice, ce qui reflète la poursuite de notre programme d'investissements.

Concernant les immobilisations financières, la baisse observée reflète les provisions constituées sur les titres de participation dans les sociétés Palmci et PHCI.

Les stocks sont quant à eux restés relativement stables alors que le montant des créances a connu un accroissement important, en raison notamment des avances sur livraisons accordées à nos principaux fournisseurs.

Au niveau du passif :

Le premier constat concerne la baisse des fonds propres d'un exercice sur l'autre.

Celle-ci est tout d'abord la conséquence du dividende versé au terme de l'exercice précédent, qui incluait la distribution de réserves.

En outre, les provisions réglementées qui sont destinées à couvrir des risques à moyen ou long terme ont également évolué en baisse. Cela est dû au fait que certaines de ces provisions ont fait l'objet de reprise, pour

compenser l'incidence des charges correspondantes supportées sur l'exercice. C'est notamment le cas d'une provision de 3,5 milliards de Francs CFA constituée en 2001 pour couvrir le risque d'insolvabilité de la filiale CDCI, et qui a été annulée suite à la vente de cette activité.

Au niveau de la trésorerie, l'endettement qui était de 28 milliards de Francs CFA à fin 2001 est tombé à 25,7 milliards au 31 décembre 2002. On aurait pu penser que la crise socio-politique aurait eu une incidence défavorable sur la trésorerie, mais ces chiffres montrent que cela n'a pas été le cas et que la situation de trésorerie a été meilleure en 2002 qu'en 2001.

Tout commence
avec Blue Band
au petit déjeuner !

DROIT CIVIL

Blue Band

Riches en Vitamine A

Pour un bon départ dans la vie.

COMPTE DE RESULTAT

Chiffres en M. Francs CFA

	2002	2001
Chiffre d'Affaires	121 467	114 957
Autres Produits	3 740	6 445
Reprise Provisions	6 198	338
Total Produits d'Exploitation	131 405	121 740
Achats Matières premières	74 965	70 960
Autres Achats	8 157	10 714
Transport	3 237	2 844
Services Extérieurs	10 306	9 319
Impôts & Taxes	1 669	1 220
Autres Charges	1 516	1 005
Charges du Personnel	15 510	11 604
Amortissements	2 708	2 660
Provisions	1 688	1 558
Total Charges d'Exploitation	119 756	111 884
Résultat d'Exploitation	11 649	9 856
Dividends Recus	403	1 390
Autres Revenus Financiers	1 248	847
Frais Financiers	-1 979	-2 145
Amortissements & Provisions	-4 677	-4 880
Résultat Financier	-5 005	-4 788
Produits HAO	807	103
Charges HAO	-3 872	-281
Résultat HAO	-3 065	-178
Résultat Avant Impôts	3 579	4 890
Impôts sur le résultat	- 2 264	-2 441
Résultat Net	1 315	2 449

BILAN

Chiffres en millions FCFA

ACTIF

	2002	2001
<u>Actif Immobilisé</u>		
Immobilisations Incorporelles	345	289
Immobilisations Corporelles	18 228	16 946
Immobilisations Financières	8 001	12 320
Total Actif Immobilisé	26 574	29 555
<u>Actif Circulant</u>		
Stocks	14 215	14 549
Créances & Emplois Assimilés	37 454	33 633
Total Actif Circulant	51 669	48 182
Total Trésorerie Actif	9 070	9 244
TOTAL GENERAL ACTIF	87 313	86 981

PASSIF

<u>Capitaux Propres et Assimilés</u>		
Capital	8 053	8 053
Primes et Réserves	6 908	12 516
Résultat de l'Exercice	1 315	2 449
Provisions Règlementées	4 416	8 926
Total Capitaux Propres	20 692	31 944
<u>Dettes Financières</u>		
Emprunts	0	0
Total Dettes Financières	0	0
Total ressources Stables	20 692	31 944
<u>Passif Circulant</u>		
Fournisseurs	31 911	19 231
Autres Dettes	9 040	7 839
Total Passif Circulant	40 951	27 070
Trésorerie Passif	25 670	27 967
TOTAL GENERAL PASSIF	87 313	86 981

CHAPITRE IV

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Comme indiqué précédemment, le résultat net de l'exercice 2002 s'est établi à 1,3 milliard de Francs CFA, en baisse de 1,0 milliard par rapport à l'exercice précédent.

Cependant, compte-tenu des réserves distribuables dont dispose notre société et qui s'élèvent à 3,6 milliards de Francs CFA, il vous est proposé la mise en distribution d'un dividende brut de 4,8 milliards de Francs CFA.

Cette décision a été prise par votre Conseil d'Administration pour assurer une juste rémunération des capitaux investis.

Vous serez amenés en conséquence à statuer sur l'affectation suivante des résultats :

Résultat net de l'exercice	1.314.635.866 FCFA
Dotation à la réserve Légale	---
Réserves libres	3.650.056.865 FCFA
Report à nouveau	640.623.931 FCFA
Total distribuable	5.605.316.662 FCFA
Dividende proposé	4.831.800.000 FCFA
Report à nouveau	773.516.662 FCFA

Le dividende proposé correspond à un montant brut par action de 3.000 Francs CFA, et à un montant net de 2.725 Francs CFA. Le paiement correspondant pourra être opéré à compter du 23 juin 2003, conformément à la réglementation boursière qui prescrit un délai de 15 jours ouvrés minimum après l'Assemblée Générale pour le paiement des dividendes.



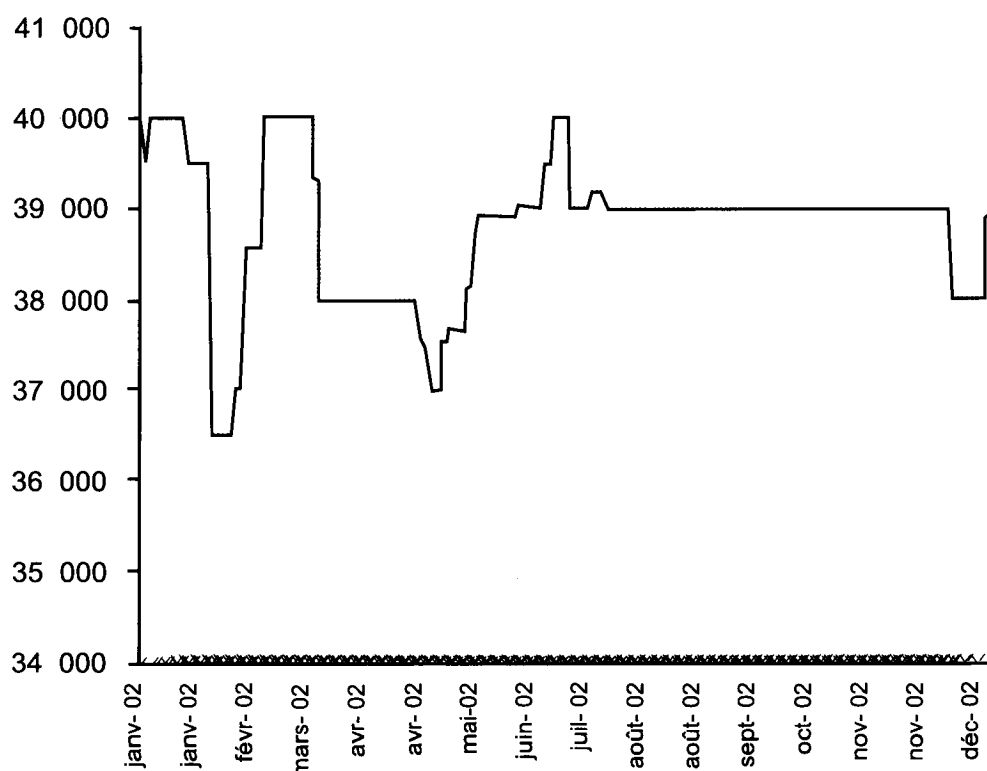
CHAPITRE V

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION UNILEVER-CÔTE D'IVOIRE EN BOURSE DES VALEURS MOBILIERES

Au cours de l'exercice 2002, l'action Unilever-Côte d'Ivoire a enregistré un cours moyen de 38 795 FCFA avec un volume total de 4876 actions échangées.

Sur le premier trimestre, elle a connu quelques fluctuations qui l'ont conduite à un plancher de 36 540 FCFA fin janvier 2002. Au mois de février, son cours remonte à 40 000 FCFA avant de chuter à 37 000 FCFA, le 8 mai 2002.

Au deuxième trimestre, après avoir atteint un cours de 40 005 FCFA le 26 juin 2002, le cours de l'action Unilever-Côte d'Ivoire est demeuré stable sur une bonne partie du second semestre à 39 000 FCFA. Le 13 décembre 2002, il rechutait à 38 000 FCFA, avant d'atteindre la barre de 40 000 FCFA le 31 décembre 2002.



CHAPITRE VI
NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Le mandat des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration. Il vous est proposé la nomination de :

Monsieur Martin Barrett
Monsieur Joseph Aka-Anghui
Monsieur Gustave Brou
Monsieur Georges Kouassi Brou
Monsieur Casimir Aké

La Société UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED représentée par
Monsieur Serge Agnero

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration le jour de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les résultats de l'exercice clos le 31 Décembre 2003.

Il vous appartiendra ensuite de fixer le montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs pour l'exercice 2002. Nous suggérons d'affecter la somme brute totale de 10 millions de Francs CFA, qu'il appartiendra au Conseil d'Administration de répartir entre ses membres. Ce montant est identique à celui qui avait été alloué aux Administrateurs au terme de l'exercice précédent.

Nous pensons, Mesdames, Messieurs, vous avoir apporté les informations qui vous permettront d'approuver les résolutions qui vont être soumises au vote de la présente Assemblée. Les activités et résultats que nous vous avons présentés reposent sur la compétence et les efforts des membres du Personnel auxquels nous adressons tous nos remerciements pour le dévouement dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Aux Actionnaires
UNILEVER COTE D'IVOIRE
ABIDJAN**

Messieurs, Mesdames

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ETATS FINANCIERS ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société Unilever Côte d'Ivoire, S.A. (UCI), tels qu'ils sont annexés au présent rapport.
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états

financiers.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de l'opinion exprimée ci-après.

Nous formulons une réserve sur le point suivant :

Les stocks de pièces détachées de la société présentent un solde net de FCFA 1,9 milliards au 31 décembre 2002. Le contrôle de la valeur des stocks n'a pu être mené à terme compte tenu de difficultés techniques d'exploitation du logiciel utilisé par la société.

Sous cette réserve, nous certifions que les états financiers ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Unilever Côte d'Ivoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2002, conformément aux principes comptables du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires ou mis à leur disposition sur la situation financière et les états financiers annuels.



UNILEVER
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ÉTATS FINANCIERS ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

ERNST & YOUNG

En application de la loi, nous vous informons cependant que nous n'avons pas eu connaissance de l'établissement par votre société de comptes consolidés et de comptes combinés prévus par l'Acte uniforme de l'OHADA pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2002.

Abidjan, le 25 avril 2003.

Les Commissaires aux comptes

Pour PricewaterhouseCoopers

Flan Oulaï
Expert Comptable
Associé

Pour Ernst & Young

Christian Marmignon
Expert Comptable
Associé



Immeuble Alpha 2000 - Plateau
05 BP 1361 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 41.970.000
R.C.C.M. Abidjan 45636

ERNST & YOUNG

5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Aux Actionnaires
UNILEVER COTE D'IVOIRE

ABIDJAN

Messieurs, Mesdames

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002**

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Selon les dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention passée entre une société et une autre doit, lorsqu'une même personne remplit les fonctions d'Administrateur dans les deux sociétés, être soumise à l'autorisation du conseil d'Administration et copie doit être donnée aux commissaires aux comptes.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

UNILEVER COTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'acte uniforme de l'OHADA, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Nature et modalités : La société UNILEVER Côte d'Ivoire bénéficie d'une assistance technique accordée par UNILEVER PLC et UNILEVER N.V. dans le cadre de la convention d'assistance qui unit ces deux sociétés à leurs filiales, moyennant le versement d'une redevance qui a représenté pour l'exercice 2002 la somme hors taxes de FCFA 1 336 509 369 FCFA dont FCFA 127 433 891 pour les redevances de marques.

Administrateur concerné : La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Bosman.

Nature et modalités : La société LEVER FABERGE a concédé à la société UNILEVER Côte d'Ivoire la licence d'exploitation des marques LUX, LEVER IDUSTRIEL et ELIDA GIBBS dans les pays de l'OAPI. En contrepartie, la société UNILEVER Côte d'Ivoire s'est engagée à acquitter à la société LEVER FABERGE, une redevance fixée à 3,5% des ventes hors taxes des produits LUX, LEVER IDUSTRIEL et ELIDA GIBBS qu'elle réalise. Sur l'exercice 2002, la redevance s'est globalement élevée à la somme hors taxes de FCFA 853 610 986 détaillée comme suit :

- | | |
|----------------------------|------------------|
| • Produits LUX : | FCFA 41 481 325 |
| • Produits LEVER INDUTRIEL | FCFA 449 203 652 |
| • Produits ELIDA GIBBS | FCFA 362 926 009 |

Administrateur concerné : La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Bosman.

UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Nature et modalités : La société ASTRA CALVE a perçu la somme de FCFA 56 301 447 représentant la redevance de 3,5% sur les ventes de margarine PAX, de mayonnaise CALVE et de mélange ST FLORIGNY dont les marques ont été concédées en licence d'exploitation.

Administrateur concerné : La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Bosman.

Nature et modalités : Contrat de distribution réciproque entre UNILEVER Côte d'Ivoire société et la société TRITURAF, afin d'optimiser la synergie de leur politique de vente et du contrôle des risques des débiteurs, et ce, dans des conditions qui seraient consenties à des distributeurs quelconques.

Administrateurs concernés : Messieurs Bosman et Georges Brou.

Nature et modalités : La société TRITURAF a concédé à la société UNILEVER Côte d'Ivoire la licence d'exploitation de la marque MAXIMOUSSE dans les pays de l'OAPI. En contrepartie, la société UNILEVER Côte d'Ivoire s'est engagée à acquitter à la société TRITURAF, une redevance fixée à 1,5% des ventes hors taxes des produits MAXIMOUSSE qu'elle réalise. Sur l'exercice 2002, cette redevance s'est élevée à la somme hors taxes de FCFA 150 000 000.

Administrateurs concernés : Messieurs Bosman, et Georges Brou.

Nature et Modalités : Conventions d'avances de fonds réciproques selon les besoins avec des sociétés du groupe moyennant les mêmes conditions de rémunération que le T.E.S. de la BCEAO, majoré d'un point cinquante. La situation de ces avances est la suivante au 31 décembre 2002 :

Solde en FCFA en faveur de UNILEVER Côte d'Ivoire :

• PALMCI	3 363 626 950
• PHCI	2 700 000 000
• SHCI	24 000 000

UNILEVER COTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Les intérêts perçus ou servis par UNILEVER Côte d'Ivoire au titre de l'exercice sous revue, s'élèvent respectivement à :
intérêts créditeurs, FCFA 517 581 465, intérêts débiteurs, FCFA 120 635 540 se détaillant comme suit :

• Intérêts créditeurs (PALMCI et SHCI)	315 551 672
• Intérêts créditeurs (PHCI)	202 029 793
• Intérêts débiteurs (TRITURAF)	120 635 540

Administrateurs concernés : Messieurs Bosman, Georges Brou et la société Unilever Overseas Holding Limited.

Nature et modalités : Aval et caution solidaire donnés par votre société à plusieurs établissement bancaires de la place à la garantie des découverts consentis à la société PHCI à hauteur de F CFA 130 000 000.

Administrateurs concernés : Messieurs Bosman, Georges Brou, et la société Unilever Overseas Holding Limited.

Nature et modalités : Aux termes des délibérations du Conseil d'Administration en date du 12 octobre 1982, la société UNILEVER- COTE D'IVOIRE s'est engagée à poursuivre et à exécuter les conventions, traités et contrats antérieurement passées par la SOCIETE DE GESTION HUILERIE SAVONNERIE DES LAGUNES BLOHORN (SOGEST). Au titre de la présente convention, la société UNILEVER COTE D'IVOIRE a pris en charge la gestion administrative des sociétés du Groupe selon les mêmes conditions que celles précédemment consenties par la SOCIETE DE GESTION.

UNILEVER COTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Au titre de l'exercice 2002, le montant hors taxes des frais facturés par UNILEVER COTE D'IVOIRE pour l'exécution de cette prestation s'est ventilé comme suit en FCFA :

• PHCI	26 000 000
• TRITURAF	200 000 000

Administrateurs concernés : Messieurs Bosman et Georges Brou.

Abidjan, le 25 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

Pour PricewaterhouseCoopers

Pour Ernst & Young

Flan Oulaï
Expert Comptable
Associé

Christian Marmignon
Expert Comptable
Associé

TEXTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2002, et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice ainsi que les opérations traduites par lesdits comptes et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu le rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité OHADA, l'Assemblée Générale déclare approuver lesdites conventions.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2002.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve l'affectation et la répartition des bénéfices proposées par le Conseil d'Administration, et fixe en conséquence à 3 000 francs CFA par action le montant brut du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2002, soit un dividende net de 2 725 francs CFA.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à partir du 23 juin 2003 conformément à la réglementation boursière qui prescrit un délai de 15 jours ouvrés après l'Assemblée Générale, pour le paiement des dividendes. Le paiement des dividendes sera effectué sur les comptes des actionnaires par leur SGI respective.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le mandat de l'ensemble des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration, nomme en qualité d'Administrateurs et pour une période de une année :

Messieurs Martin Barrett
 Joseph Aka-Anghui
 Gustave Brou
 Georges Kouassi Brou
 Casimir Aké

La Société UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED, représentée par Monsieur Serge Agnero

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2003.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant le rapport du Conseil d'Administration, décide d'allouer aux Administrateurs, à titre d'indemnité de fonction et pour l'exercice 2002, la somme brute totale de 10 000 000 de francs CFA avant prélèvement des impôts prévus en la matière, à charge pour le Conseil de répartir ce montant entre ses membres.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal de ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

ZA	EXERCICE COMPTABLE :		DU		01/01/2002		AU		31/12/2002	
ZB	DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES :				31/12/2002					
ZC	EXERCICE PRECEDENT CLOS LE :				31/12/2001		DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS :			12
ZD	10	006492								
	Grefte	N° Registre du Commerce				N° répertoire des entreprises				
ZE	008674 S		40201 X				010 002			
	N° de caisse sociale		N° Code Importateur				Code activité principale			
ZF	UNILEVER CÔTE D'IVOIRE							UCI		
	Désignation de l'entreprise							Sigle		
ZG	21 75 44 00		21 24 45 67		01		1751	ABIDJAN 01		ABIDJAN
	N° de téléphone		N° de télécopie		Code		Boîte postale	Ville		
ZH	BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE									
	Adresse géographique complète (Immeuble, rue, quartier, ville, pays)									
ZI	TRANSFORMATION DES CORPS GRAS									
	Désignation précise de l'activité principale exercée par l'entreprise								% Capac. Prod.	
M.Michel AKA ANGHUI, Directeur Financier										
Nom, adresse et qualité de la personne à contacter en cas de demande d'informations complémentaires										
Cabinets Price Waterhouse Coopers -Ernst & Young										
Nom du professionnel salarié de l'entreprise ou Nom, adresse et téléphone de cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers										
Noms et adresses du ou des commissaires aux comptes										
☐ Non assujettie ☐ Non, (refus) ☐ Oui avec réserves ☐ Oui sans réserves ☐ Non assujettie ☐ non ☐ oui										
Etats financiers certifiés (cocher la case)					Etats financiers approuvés par l'Assemblée Générale (cocher la case)					

MICHEL AKA ANGHUI		Domiciliations bancaires	
Nom du signataire des états financiers		Banque	Numéro de compte
DIRECTEUR FINANCIER		CITY BANK	10701101360
Qualité du signataire des états financiers		SGBCI	11630327771
		STANDAR CHARTED BANK	0100100601100
Date de signature			
Signature			

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

			Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique : (1)	0 1	ZQ Entreprise sous contrôle public	☐
ZL	Régime fiscal : (1)	1	ZR Entreprise sous contrôle privé national	☒
ZM	Pays du siège social : (1)	0 3	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger	☐
ZN	Nombre d'établissements dans le pays :	0 1		
ZO	Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue :	0 0		
ZP	Première année d'exercice dans le pays :	1 9 6 9		

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Chiffre d'affaire (CA) HT (3)	% activité dans le CA HT ou la VA
AUTRES CORPS GRAS	010002	12 336 744 523	48,68%
SAVONS ET DETERGENTS	021002	9 798 003 601	38,67%
PRODUITS DE TOILETTES & COSMETIQUES	021001	2 098 421 960	8,28%
PRODUITS CULINAIRES	011002	612 277 052	2,42%
FUTS METALLIQUES	024002	495 131 384	1,95%
Divers			
	TOTAL	25 340 578 520	100%

(1) Se référer aux tables des codes
 (2) Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C. A. HT, ou de la valeur ajoutée (V. A.).
 (3) Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V. A.).

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

DIRIGEANTS ⁽¹⁾

Noms	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
BOSMAN	Rik	Président	01 bp 1751 Abidjan 01
KOUASSI	Brou Georges	D G A	" " "

1. Dirigeants = Président Directeur Générale, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres.

ACTIONNAIRES OU ASSOCIES PRINCIPAUX (par ordre décroissant du capital souscrit)

Noms	Prénoms	Nationalité	Capital	
			Montant (millions FCFA)	%
UNILEVER (U.O.H)		Etrangers	7 246	89,98%
Divers Actionnaires		Ivoiriens	788	9,79%
Divers Actionnaires		Etrangers	19	0,23%
Administrateurs				0
TOTAL			8 053	100%

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Noms	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
BOSMAN	Rik	Président	01 BP 1751 ABIDJAN 01
KOUSSI	Brou Geoges	Administrateurs	" " " "
Aka ANGHUI	Joseph	" "	" " " "
Brou	Gustave	" "	" " " "
Aké	Casmir	" "	" " " "

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Nationalité	Capital	
		Montant (millions FCFA)	%
P.H.C.I.	1	1 067	82,65%
SPCN	2	367	54,94%
CDCI	1	537	76,84%
SIERI	1	24	80%
PALMCI	1	8 797	43,69%
SHCI/EGCI/BIDI	1	185	20%
TRITURAF		608	13,1%
SOGEST		11	80%
TOTAL		11594,83	451%

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	0		0	0
AY	Charges à répartir	0		0	0
AC	Prime de remboursement des obligations	0		0	0
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels	522 401 809	266 861 277	255 540 532	200 007 801
AG	Fonds commercial	89 000 000	0	89 000 000	89 000 000
AH	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	671 150 560	0	671 150 560	671 150 560
AK	Bâtiments	7 237 464 278	4 765 365 696	2 472 098 582	2 057 065 000
AL	Installations et agencements	2 036 708 955	1 441 366 161	595 342 794	1 018 348 343
AM	Matériel	32 247 761 141	19 727 508 087	12 520 253 054	12 355 471 045
AN	Matériel de transport	2 755 042 125	2 328 486 304	426 555 821	468 548 407
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	1 543 151 861	0	1 543 151 861	374 877 170
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	11 048 711 770	8 255 593 670	2 793 118 100	5 945 157 958
AS	Autres immobilisations financières	6 734 104 645	1 526 471 737	5 207 632 908	6 374 980 982
AW	(1) dont H.A.O.:				
	Brut : _____	0			
	Net : _____	0			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	64 885 497 144	38 311 652 932	26 573 844 212	29 554 607 266

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
AZ	Report Total Actif immobilisé	64 885 497 144	38 311 652 932	26 573 844 212	29 554 607 266
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks				
BC	Marchandises	187 822 182	0	187 822 182	27 686 891
BD	Matières première et autres approvisionnements	10 112 943 150	1 171 262 547	8 941 680 603	9 986 099 556
BE	En-cours	1 903 203 472	0	1 903 203 472	2 414 507 837
BF	Produits fabriqués	3 236 059 031	54 019 194	3 182 039 837	2 121 193 562
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	16 174 336 847	0	16 174 336 847	6 713 592 504
BI	Clients	13 766 855 821	3 458 210 609	10 308 645 212	10 718 244 262
BJ	Autres créances	11 759 311 309	788 463 252	10 970 848 057	16 201 005 303
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	57 140 531 812	5 471 955 602	51 668 576 210	48 182 329 915
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	856 264 585	0	856 264 585	848 759 185
BR	Valeurs à encaisser	1 971 023 591	0	1 971 023 591	2 792 218 413
BS	Banques, chèques postaux, caisse	6 242 868 052	0	6 242 868 052	5 603 101 507
BT	TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	9 070 156 228	0	9 070 156 228	9 244 079 105
BU	Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	131 096 185 184	43 783 608 534	87 312 576 650	86 981 016 286

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	8 053 000 000	8 053 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, démission, de fusion	808 326 636	808 326 636
CE	Ecart de réévaluation	0	0
CF	Réserves indisponibles	1 808 517 135	1 812 327 967
CG	Réserves libres	3 650 056 865	3 650 056 865
CH	Report à nouveau	640 623 931	6 244 673 707
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 314 635 866	2 448 950 224
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	0	0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	4 416 415 807	8 926 127 136
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	20 691 576 240	31 943 462 535
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	0	0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	0	0
DD	Provisions financières pour risques et charges	0	0
DE	(1) dont H.A.O. : 0		
DF	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	20 691 576 240	31 943 462 535

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total ressources stables	20 691 576 240	31 943 462 535
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	0	0
DI	Clients, avances reçues	4 885 488 070	2 623 908 593
DJ	Fournisseurs d'exploitation	31 911 250 412	19 231 508 116
DK	Dettes fiscales	1 347 114 990	916 640 402
DL	Dettes sociales	2 548 620 772	627 790 008
DM	Autres dettes	258 997 401	3 670 492 318
DN	Risques provisionés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	40 951 471 645	27 070 339 437
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	0	0
DR	Banques, crédits de trésorerie	25 592 833 334	27 924 020 833
DS	Banques, découverts	76 695 431	43 193 481
DT	TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	25 669 528 765	27 967 214 314
DV	Ecart de conversion - passif (V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	87 312 576 650	86 981 016 286

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	1 057 364 584	782 978 547
RB	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i>	-14 650 828	115 529 603
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	72 367 890 592	66 968 347 633
RD	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>	1 554 636 993	3 093 534 313
RE	Autres achats	8 175 577 252	11 296 046 487
RH	- Variation de stocks (- ou +)	-19 024 259	-582 006 880
RI	Transports	3 236 997 037	2 844 022 506
RJ	Services extérieurs	10 305 588 668	9 319 116 180
RK	Impôts et taxes	1 668 963 647	1 219 949 347
RL	Autres charges <i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>	1 516 673 322	1 004 854 742
RP	Charges de personnel	15 509 684 318	11 604 186 889
	(1) dont personnel extérieur 1 193 793 5692 350 157 203		
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et provisions	4 396 343 973	4 218 205 315
RW	Total des charges d'exploitation	4 396 343 373	111 884 764 682
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises	1 152 992 610	1 139 386 602
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	110 278 854	240 878 452
TC	Vente de produits fabriqués	120 314 039 804	113 818 187 046
TD	Travaux, services vendus	1 250 466 872	1 703 997 339
TE	Production stockée (+ ou -)	603 561 104	1 129 996 124
TF	Production immobilisée	666 640 442	1 900 926 958
TG	MARGE BRUT SUR MATIÈRES	48 912 180 637	48 491 225 521
TH	Produits accessoires	816 959 567	211 832 648
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	123 534 458 853	116 873 403 635
TJ	(1) dont à l'exportation	0	37 923 966 822
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	402 384 477	1 498 624 281
TN	VALEUR AJOUTÉE	25 357 027 868	25 340 578 520
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 847 343 550	13 736 391 631
TS	Reprises de provisions	6 198 182 425	337 496 579
TT	Transferts de charges	0	0
TW	Total des produits d'exploitation	131 405 227 301	121 740 447 577
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	11 649 182 002	9 855 682 895
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	119 756 044 699	111 884 764 682
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	1 935 033 633	2 101 242 366
SC	Perte de change	44 341 819	44 472 725
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	4 676 774 037	4 879 972 926
SF	Total des charges financières	6 656 149 489	7 025 688 017
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	126 412 194 188	118 910 452 699
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisation	3 588 825 761	14 465 643
SL	Charges H.A.O.	282 963 739	267 071 817
SM	Dotations H.A.O	0	0
SO	Total des charges H.A.O.	132 548 174 671	281 537 460
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs	0	0
SR	Impôts sur le résultat	2 264 190 983	2 440 672 850
SS	Total participation et impôts	2 264 190 983	2 440 672 850
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	132 548 175 271	121 632 663 009

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	131 405 227 301	121 740 447 577
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	1 086 540 403	2 172 272 562
UC	Gains de change	16 905 699	65 166 275
UD	Reprises de provisions	547 381 556	0
UE	Transferts de charges	0	0
UF	Total des produits financiers	1 650 827 658	2 237 438 837
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -) (+ ou -) -5 005 321 831 -4 788 249 180		
UH	Total des produits des activités ordinaires	133 056 054 959	123 977 886 414
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
	(+ ou -) 6 643 860 771 5 067 433 715		
	(1) dont impôt correspondant 2 325 351 270 0		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	778 343 630	29 277 086
UL	Produits H.A.O.	28 411 948	71 599 443
UM	Reprises H.A.O.	0	2 850 290
UN	Transferts de charges	0	0
UO	Total des produits H.A.O.	806 755 578	103 726 819
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -) (+ ou -) -3 065 033 922 -177 810 641		
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	133 862 810 537	124 081 613 233
UZ	RÉSULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-) (Bénéfice (+) ; Perte (-)) 1 314 635 866 2 448 950 224		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	
			9 847 343 550
(SA) Frais financiers	1 935 033 633	(TT) Transferts de charges d'exploitation	0
(SC) Pertes de change	44 341 819	(UA) Revenus financiers	1 086 540 403
(SL) Charges H.A.O.	282 963 739	(UE) Transferts de charges financières	0
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	16 905 699
(SR) Impôt sur le résultat	2 264 190 983	(UL) Produits H.A.O.	28 411 948
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	4 526 530 174	Total (II)	10 979 201 600

CAFG : Total (II) - Total (I) = 6 452 671 426 XA (N - 1) 11 191 970 153

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 6 452 671 426 - 8 053 000 000 = -1 600 328 574 XB (N - 1) -1 281 652 925

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	160 135 291	ou	0
(BD) Matières premières	0	ou	1 044 418 953
(BE) En-cours	0	ou	511 304 365
(BF) Produits fabriqués	1 060 846 275	ou	0
(A) Variation globale nette des stocks	0	ou	334 741 752

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

(suite)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	9 480 744 343	ou 0
(BI) Clients	0	ou 409 599 050
(BJ) Autres créances	0	ou 5 230 157 246
(BU) Ecart de conversion - Actif	0	ou 0
(B) Variation globale nette des créances	3 820 988 047	ou 0

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(DI) Clients, avances versées	0	ou 2 261 579 477
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	0	ou 12 679 742 296
(DK) Dettes fiscales	0	ou 430 474 588
(DL) Dettes sociales	0	ou 1 920 830 764
(DM) Autres dettes	3 411 494 917	ou 0
(DN) Risques provisionnés	0	ou 0
(DV) Ecart de conversion - Passif	0	ou 0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	ou 13 881 132 208

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	0	ou 10 394 885 913
--	----------	--------------------------

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	9 847 343 550	13 736 391 631
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	10 394 885 913	-3 922 103 439
- Production immobilisée	666 640 442	1 900 926 958
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	19 575 589 021	7 913 361 234

(1) En cours d'adoption

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées	0		0
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	150 000 000	500 000 000	-49 621 590
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	3 913 703 801	19 368 630	-5 047 632 901
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	3 400 100 130	277 451 466	-3 160 434 677
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	6 666 983 835	0	-8 257 689 168
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	0	10 394 885 913	-3 922 103 439
FH	A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	0	ou 3 727 902 078	-12 179 792 607
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	0	ou 0	0
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	3 810 832		-4 771 374
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	0	3 724 091 246	-12 184 563 981

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **U C I**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° identification fiscale : **6900765 R** Exercice clos le : **31 décembre 2002** Durée (en mois) : **12**

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	8 053 000 000	6 452 671 426	-1 281 652 925
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux		0	0
FN	Subventions d'investissement		0	0
FP	Prélèvements sur le capital	0		0
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts	0	0	0
FR	Autres dettes financières	0	0	0
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	1 600 328 574	0	-1 281 652 925
FT	D - EXCÉDENTS OU INSUFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	0	2 123 762 672	-13 486 216 906
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	-16 599 372 537		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	-18 723 135 209		
FW	Variation Trésorerie :	2 123 762 672	0	13 486 216 906
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N-1)	8 271 123 241	0
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	0	10 394 885 913
Variation de la trésorerie (T)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	2 123 762 672	0
TOTAL		10 394 885 913	10 394 885 913